



L'AUTOLIMITATION, UNE AMBITION POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE !

Barbara Garbarczyk
Chargé de projets
Etudes & Animations



Analyse 2016

« Selon les Grecs, ceux que les Dieux voulaient perdre, ils les faisaient entrer et s'abîmer dans la démesure. Dans l'ubris. Dans le désir insatiable d'être ou apparaître plus que ce que l'on peut et doit être, d'être le plus beau, le plus fort, le plus puissant, le plus riche... »¹

Alain Caillé

Quand on parle de valeurs, de morale ou d'éthique aujourd'hui, on passe au mieux pour un utopiste, au pire pour un réactionnaire épris de « moralisme » ! C'est que le succès du néolibéralisme nous a fait aimer la démesure, nous a fait croire que la liberté (et qui ne défendrait pas la liberté ?), c'est repousser toutes les limites qui nous entourent. Or, accepter et accueillir ces limites est à la fois nécessaire, mais aussi souhaitable, nous semble-t-il.

Il s'agit évidemment d'un vaste débat philosophique. Dans cette analyse², nous chercherons à comprendre en quoi l'autolimitation, c'est-à-dire le fait de se poser soi-même volontairement des limites, est un concept qui peut nous aider à penser notre système économique actuel, mais aussi (l'avenir de) l'économie sociale. Les entreprises sociales, notamment en distribuant leurs bénéfices de manière limitée, pratiquent déjà cette autolimitation. Est-ce possible et souhaitable de s'autolimiter pour d'autres aspects ? Si oui, dans lesquels et pourquoi ? Quels sont les pièges conceptuels dans lesquels il ne faut pas tomber quand on parle d'autolimitation ?

LES LIMITES, ENNEMIES DU CAPITALISME

Si nous voulons éviter la catastrophe, il convient de rompre avec le projet de développement illimité que porte l'Occident et d'entrer dans une nouvelle ère : l'Âge des limites (qui est aussi le titre d'un ouvrage)³. C'est, en substance, le message que porte Serge Latouche, économiste connu pour sa vision critique de la notion de « développement » et objecteur de croissance. Pour lui, notre système actuel réfute l'idée des limites : c'est évident dans l'économie (accroissement de la productivité et des profits), dans l'écologie (une croissance infinie dans un monde fini est un non-sens), mais, parce que tout est lié, Latouche voit aussi une recherche de dépassement des limites dans tous les domaines (politique, moral, géographique, culturel avec une homogénéisation planétaire...). Ainsi, « rejeter toute limite, transgresser semble être devenu le seul idéal moral d'une

¹ Cité dans Serge Latouche, *L'âge des limites*, Mille et une nuits, 2013, p.142.

² Une version courte de ce texte a été publiée dans la revue *Terre* n°154, automne 2016.

³ Serge Latouche, *ibid.*

surmodernité en crise »⁴, ce qui fait dire à l'auteur qu'au bout du compte, « le problème des limites est peut-être fondamentalement un problème éthique »⁵. L'illimitation serait donc une condition *sine qua non* du système capitaliste. « C'est pourquoi l'économiste libéral est bien obligé d'admettre le postulat de la croissance indéfinie : elle est indéfinie, non pas du tout parce qu'elle peut l'être (rien ne le prouve, tout laisse supposer le contraire), mais parce qu'elle doit l'être »⁶.

Au final, les seules limites que semble vouloir poser le capitalisme, ce sont des limites à la démocratie. De nombreux chercheurs affirment ainsi que capitalisme et démocratie sont tout simplement incompatibles⁷. Christian Laval parle par exemple « d'a-démocratie néolibérale »⁸, au sens où, selon lui, le néolibéralisme porte dans son essence même à la fois un rejet de la volonté populaire (et il faut donc tenir le peuple à distance des questions relatives à l'économie), et accorde « une supériorité normative au fait économique sur tout choix collectif »⁹.

POURQUOI S'AUTOLIMITER ?

S'autolimiter, ce serait se donner volontairement, collectivement et démocratiquement des limites. C'est une démarche différente de celle qui consiste à vouloir mettre des limites au capitalisme (qui, comme nous venons de le voir, est à la recherche continue du *toujours plus*, il en a besoin pour sa propre survie). Mais alors, quelles sont les raisons qui justifient cette autolimitation ? Nous voyons deux types de réponses à cela.

Tout d'abord, l'autolimitation est nécessaire, il en va de notre survie. Nos modes de production et de consommation sont tout bonnement insoutenables pour la planète. Si toute la planète devait avoir le niveau de consommation des sociétés occidentales, nous aurions besoin de plusieurs planètes¹⁰. Les ressources naturelles s'épuisent, et le capitalisme cherche à sauver les murs en prônant le développement durable, ou la croissance verte. S'autolimiter est donc nécessaire pour éviter un effondrement de nos sociétés (la planète, elle, s'en remettra probablement, mais sans nous). « Cessant de se croire maîtres de la nature pour se reconnaître partie intégrante de celle-ci, les humains sont obligés par des règles de coexistence avec les autres espèces ; et cette responsabilité à l'égard du vivant tout entier appelle un sens de la mesure »¹¹. C'est ainsi que récemment, lors de manifestations critiques en marge de la COP21, un certain nombre d'activistes utilisaient le slogan : « *We are not fighting for nature – we are nature defending herself* »¹². L'autolimitation est nécessaire car, comme le signale le philosophe André Gorz, « celle-ci demeure la seule voie non autoritaire, démocratique vers une civilisation industrielle éco-compatible »¹³.

Mais l'autolimitation n'est même pas qu'une question de nécessité. Quand bien même ce serait matériellement possible de poursuivre notre développement (et ça ne l'est pas, rappelons-le), nous pensons que l'autolimitation est souhaitable. Et c'est peut-être surtout ici que se pose la question de l'éthique. L'autolimitation (de la consommation, de la production...) est une manière de prendre en compte autrui. En effet, l'illimitation de nos

⁴ Serge Latouche, *ibid.*, p.129.

⁵ Serge Latouche, *ibid.*, p.127.

⁶ François Partant, *Que la crise s'aggrave*, Solin, 1978, cité par Serge Latouche, *ibid.*

⁷ Voir notre analyse « Le bicaméralisme économique pour gouverner le capitalisme » (2014), disponible sur www.saw-b.be.

⁸ Christian Laval, « L'a-démocratie libérale », in François Cusset, Thierry Labica, Véronique Rauline (sous la direction de), *Imaginaires du néolibéralisme*, Paris, La Dispute, 2016.

⁹ *Ibidem*.

¹⁰ Voir notamment les travaux du Global Footprint Network à ce sujet : www.footprintnetwork.org.

¹¹ Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme*, La Découverte, 2014, p.109.

¹² Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend.

¹³ André Gorz, *Ecologica*, Galilée, 2008.

actes, directement ou indirectement, se fait toujours au détriment d'autres personnes¹⁴. C'est donc également une question de justice sociale. Et ce n'est pas plus de croissance qui résoudra ce problème. En effet, « partout la formidable croissance que l'on dit nécessaire pour pouvoir réduire la pauvreté a signifié la plus formidable croissance des inégalités et n'a pas éradiqué l'extrême pauvreté »¹⁵. Pourtant, ce mythe reste extrêmement prégnant : pour sortir de la précarité, il faut créer des emplois, et pour créer des emplois, il faut de la production, et pour créer de la production, il faut plus de consommation, etc. C'est un cercle vicieux qui fait qu'on passe « de la croissance comme outil de progrès à la croissance comme impératif moral »¹⁶. De plus, le souci de l'illimitation engendre des dynamiques nuisibles à notre environnement (naturel et humain), comme l'obsolescence programmée, le surendettement, etc¹⁷.

Nous pensons qu'il est important que l'économie sociale ne cherche pas à tirer sa crédibilité ou sa légitimité principalement de sa productivité ou de sa compétitivité. Nous ne nions bien-sûr pas l'importance d'être « efficace », mais à trop vouloir prendre des critères des entreprises capitalistes pour se comparer, le risque est grand de retomber dans les dérives que l'on conteste par ailleurs¹⁸. Là encore, Gorz nous rappelle que « l'activité économique n'a de sens qu'au service d'autre chose qu'elle-même »¹⁹. L'autolimitation peut alors également être vue comme une forme de contre-pouvoir ou de principe de précaution que l'on met par rapport à soi-même.

Par ailleurs, se mettre des limites (des contraintes pourrait-on dire), c'est aussi permettre le développement d'une certaine créativité, prendre de la distance, avoir un nouveau regard sur les choses. Et cela, le milieu artistique (qui peut largement inspirer d'autres domaines, comme les organisations humaines) nous l'apprend bien. « La contrainte limite, mais en même temps elle permet d'aller plus loin sur le plan de la qualité »²⁰ : voici en somme ce que défendait le metteur en scène russe Vsevolod Meyerhold quand il parlait du jeu de l'acteur.

COMMENT S'AUTOLIMITER ?

L'économie sociale s'autolimite déjà

L'autolimitation volontaire est un élément ancré depuis toujours dans l'ADN de l'économie sociale. Elle se retrouve en effet dans deux aspects importants. Tout d'abord, les entreprises sociales limitent la distribution des dividendes. Pour une grande partie d'entre elles (celles sous forme d'ASBL), il n'y en a pas du tout, alors que pour les autres (les sociétés à finalité sociale, les coopératives agréées CNC), la distribution des dividendes est limitée à 6% maximum, même si certaines entreprises décident de la limiter davantage, voire complètement. Ce choix délibéré permet donc de libérer l'entreprise de la pression des actionnaires, pour qu'elle puisse rester centrée sur sa finalité sociale et un équilibre financier. Ainsi, elle évite également d'attirer des investisseurs n'ayant comme horizon que le profit. Deuxièmement, les entreprises sociales limitent également la puissance votale de leurs membres : une partie d'entre elles adoptent le principe « une personne, une voix », les autres opèrent un lissage et limitent le pouvoir de celles et ceux qui possèdent plus de parts du capital. Cette manière de dissocier capital et pouvoir de décision est évidemment

¹⁴ Les profits illimités des actionnaires au détriment des travailleurs (ou des chômeurs), l'abondance de la consommation dans les pays occidentaux au détriment des pays du Sud, etc.

¹⁵ Marc Humbert, « Introduction au concept de convivialité de Ivan Illich – au-delà du socialisme et du capitalisme », en ligne sur : http://www.mfi.gr.jp/web/sympo_20100710/pdf/Humbert-Fr-Txt-10-07.pdf.

¹⁶ Christian Arnsperger, « Comment dompter notre capitalisme intérieur : une morale de l'autolimitation a-t-elle encore un sens aujourd'hui ? », en ligne sur www.amisdelaterre.be.

¹⁷ Serge Latouche, *ibid.*, p.97.

¹⁸ D'où l'importance d'élaborer des critères d'évaluation sur-mesure. À ce sujet, voir notre dossier d'analyses sur la mesure de l'impact social, disponible sur www.saw-b.be.

¹⁹ André Gorz, *ibid.*

²⁰ https://fr.wikipedia.org/wiki/Vsevolod_Meyerhold

une manière de limiter le pouvoir de l'argent et de tendre vers des entreprises plus démocratiques.

« Chaque fois que quelque chose va mal, quelque chose est trop gros »²¹

Au-delà des dividendes et de la puissance votale, la notion d'autolimitation a-t-elle un intérêt pour l'économie sociale ? Peut-elle l'aider à se penser ? Autrement dit, en quoi d'autre l'économie sociale pourrait chercher à se limiter et pour quelles raisons (ou avec quelle pertinence) ?

Une des questions qui fait débat porte sur la taille des entreprises sociales. Faut-il mieux construire de grandes et puissantes entreprises, ou bien s'autolimiter et en constituer de plus petites, mais qui seraient unies ? Indirectement, cette réflexion pose également la question de la démocratie : comment la faire vivre dans des (très) grands groupes ? Bien-sûr, tout dépend aussi de l'objet social de l'entreprise : si on est dix coopérateurs pour construire une banque, la banque risque bien de ne jamais voir le jour. Par contre, si on est dix menuisiers dans une coopérative, doit-on nécessairement chercher à grandir ? Où est le point d'équilibre idéal ? Car à l'inverse, croître indéfiniment n'est pas sans poser de problème : vous souvenez-vous de l'expression « too big to fail »²² pour parler des banques et assurances qui ont été renflouées par les pouvoirs publics pour éviter qu'en faisant faillite, elles ne déstabilisent le système financier mondial ? « Une banque trop grande pour faire faillite devrait également être trop grande pour exister. Mais une telle politique suppose une mutation en profondeur des esprits »²³ souligne l'économiste André Orléan. Le même genre de question se pose avec la géographie ou le territoire : doit-on étendre le plus possible nos activités ? ou est-ce que, au bout d'un moment, on n'apporte aucune plus-value sociale (par exemple, parce qu'on ne connaît pas assez bien la dynamique d'un territoire voisin) ? Deux concepts qui peuvent nous aider à envisager cet équilibre sont ce que le penseur de l'écologie politique Ivan Illich a appelé la convivialité (qu'il n'utilise pas dans son sens habituel) et la proportionnalité (voir encadré).

La proportionnalité et la convivialité selon Ivan Illich

« Chaque être vivant n'est viable qu'à l'échelle qui est la sienne. En deçà ou au-delà, il meurt, à moins qu'il ne parvienne à se métamorphoser »²⁴. De même, chaque groupement, chaque organisation, chaque entreprise atteint un seuil au-delà duquel son développement est destructeur. Il ne s'agit donc pas de taille, mais bien **d'un sens de la proportionnalité**. Cela complique évidemment la recherche de ce seuil, mais il faut admettre qu'on ne peut pas appliquer des mêmes schémas de pensée à toutes les situations (ce que les humains ont tendance à faire). Ainsi, pour résumer la pensée de Illich, l'auteur d'*Une question de taille* nous dit qu'il invite « à réélaborer un rapport au monde inspiré par le principe de proportionnalité : proportion entre les moyens et les fins, d'une part (pas de déchaînement technique pour remplir des tâches frivoles, ou qui pourraient être accomplies plus simplement), proportion entre les fins poursuivies et les facultés de l'être humain, d'autre part (ce que permet la technique doit demeurer commensurable avec les facultés humaines ; sans quoi, la technique humilie, asservit et défait l'homme au lieu de lui être bénéfique). Il ne s'agit pas tant, ici, d'être antimoderne, que de prendre en compte les conditions à respecter pour que les promesses d'émancipation de la modernité soient tenues »²⁵.

²¹ Expression attribuée à Léopold Kohr, un précurseur de la décroissance.

²² Littéralement « trop grand pour faire faillite ».

²³ André Orléan, « La crise, moteur du capitalisme », Le Monde, 29 mars 2010.

²⁴ Olivier Rey, *Une question de taille*, Stock, 2014.

²⁵ *Ibidem*.

Dans le même esprit, Ivan Illich a tenté de définir ce qu'est un **outil convivial**. Il ne faut pas comprendre convivial par « sympathique ». Un outil « convivial », pour Illich, c'est un outil accessible (pas besoin d'être spécialiste), qui peut être utilisé par plusieurs personnes pour différents usages : l'humain peut donc faire appel à sa créativité pour l'utiliser, et n'est donc pas « esclave » de l'outil. Illich « *appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil* »²⁶. Une semblable réflexion peut être proposée pour penser une entreprise : à partir de quel moment nos outils, nos procédures, notre organisation, notre taille nous avilissent au lieu de nous émanciper ?

« Pas de problème, l'économie sociale s'occupe de tout ! »

Une autre forme d'autolimitation à méditer serait la place de l'économie sociale dans la société, ou plus précisément du rôle qu'on veut lui attribuer/qu'elle s'attribue. Si l'économie sociale a des réponses à apporter à toute une série d'enjeux sociétaux, il serait dangereux, en la glorifiant de créatrice d'innovation sociale, de lui faire porter – seule – la responsabilité de trouver toutes les solutions à nos maux. Le financement du théâtre ? La transition écologique ? Le sans-abrisme ? Autant de problématiques auxquelles l'économie sociale peut apporter des pistes de solutions, mais qu'elle ne règlera pas seule. Cela devra être fait aux côtés des actions des pouvoirs publics, aux côtés de collectifs citoyens... A trop vouloir se présenter (ou être présentée) comme « la championne » des défis sociétaux, l'économie sociale²⁷ risque bien d'être simplement instrumentalisée, être vue comme une roue de secours, et finalement donner bonne conscience à un Etat qui se désengage...

Sortir de la fuite en avant productiviste ?

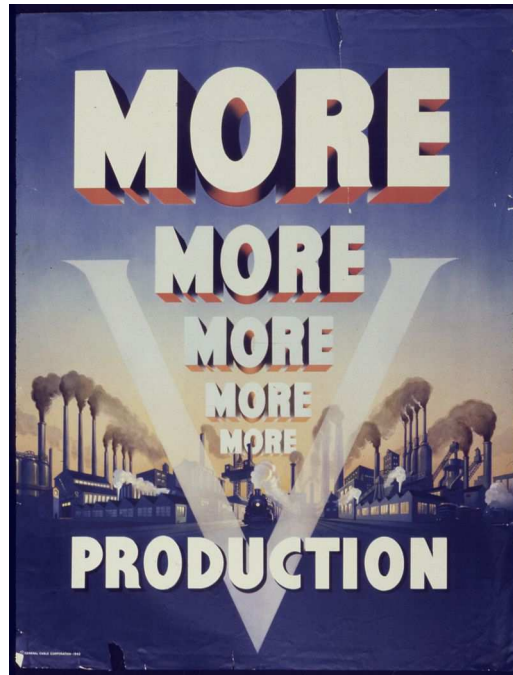
La croissance exponentielle est, nous l'avons vu, indispensable à la survie du capitalisme. Pour qu'une telle croissance puisse exister, on a besoin d'une production et d'une consommation sans cesse en demande. Et c'est donc au marché qu'on délègue le soin d'y répondre. Comment se positionnent les entreprises sociales face à cela ? Selon l'économiste Jean-Louis Laville, les entreprises sociales ont trop eu tendance à s'aligner sur le fonctionnement et la logique des entreprises capitalistes. « *Les coopératives pensaient changer le marché, en fait c'est le marché qui a changé les coopératives. Cette tendance à la banalisation a été accentuée par le souci affirmé d'une réussite face à la concurrence, considérée comme un gage de crédibilité. L'économie sociale, si elle a prouvé qu'il peut exister une diversité d'entreprises, n'a donc pas engendré de rupture avec le productivisme* »²⁸. Ce constat, sévère mais bienveillant, mérite évidemment de la nuance (ce que l'auteur fait aussi) : en effet, il convient de préciser que de plus en plus de nouveaux projets prennent bien en compte cet aspect-là dans leur démarche et brisent l'idée que « *l'économie marchande serait productrice de richesses et l'économie non marchande parasitaire* »²⁹. Il nous semble important, pour l'avenir de l'économie sociale, de revendiquer cette volonté de sortir du productivisme (fusse-t-il « social »).

²⁶ Ivan Illich, *La convivialité*, Seuil, 1973, p.13.

²⁷ Et peut-être est-ce plus présent dans le courant qu'on appelle « entrepreneuriat social » où des appellations du type « acteurs du changement », « gang pour sauver la planète » sont fréquentes.

²⁸ Jean-Louis Laville, « L'économie sociale et solidaire : contre le productivisme ? », revue *Projet* 324-325 – 2011, pp.98-103.

²⁹ *Ibidem*.



Poster américain de la Seconde guerre mondiale appelant à augmenter les cadences de production industrielle du Victory Program (source : Wikipédia).

POUR ÉVITER LES MALENTENDUS...

Parler d'autolimitation, de décroissance ou de sortie du productivisme peut amener de nombreuses confusions. Tout d'abord, on parle bien d'autolimitation volontaire : nous n'érigions pas en modèle des entreprises sociales qui, parce qu'elles ne parviennent pas à faire autrement, restent de taille très limitée, voire ne s'en sortent pas. Tout comme les partisans de la décroissance parlent de simplicité volontaire et non de précarité subie. L'important est bien qu'il s'agisse d'un choix réel. Nous ne sommes pas dans une démarche sacrificielle. Certains, comme Philippe Frémaux, parlent ainsi de « sobriété entrepreneuriale volontaire » pour nommer certaines entreprises sociales qui s'opposent « à la logique d'accumulation sans fin qui caractérise les grandes sociétés de capitaux »³⁰.

On l'aura compris, notre but ici n'est pas non plus de dire que l'économie sociale ne doit que se composer de « petits » projets. Au vu du poids somme toute assez faible que représentent (pour le moment) les entreprises sociales au sein de l'économie³¹, il serait absurde de vouloir limiter leur développement. On ne peut que souhaiter voir les structures qui produisent des biens et services de forte utilité sociale étendre leur activité ! Nous plaidons également pour ce fameux « changement d'échelle » de l'économie sociale³². Mais pas toujours, pas n'importe comment, pas à n'importe quel prix, pas sans se poser des questions... Ce que nous voulions pointer ici, c'est l'importance de réfléchir, au cas par cas, à la pertinence ou non de vouloir toujours grandir, s'étendre, de multiplier ses activités, de conquérir un nouveau territoire ou un nouveau public, etc. Arriver à ce que grandir ne reste pas un objectif « par défaut », un impensé de l'économie sociale... C'est alors qu'on pourra comprendre l'autolimitation non pas comme une contrainte, mais comme une sagesse, une éthique, une ambition !

³⁰ Philippe Frémaux, « L'ESS, une réponse à la crise ? », revue Projet n°336-337, octobre-décembre 2013.

³¹ Environ 11,9% de l'emploi salarié (ETP) en 2015, « Baromètre des entreprises sociales en Belgique » publié par l'Académie des Entrepreneurs Sociaux, voir www.academie-es.ulg.ac.be.

³² Voir notre analyse « Pourquoi et comment changer d'échelle ? », en ligne : www.saw-b.be, 2016.

Bien-sûr, s'il n'est pas vain de s'autolimiter chacun dans son coin, cela ne changera pas la face du système économique. C'est pourquoi il nous semble important de se poser la question suivante : en s'autolimitant, est-ce qu'on limite d'autres ? Quelle influence ça a en dehors de soi-même ? « *L'autolimitation, retrouver le sens de la limite et de la mesure, se pose pour l'individu, mais plus encore pour l'être collectif : humanité ou société* »³³. Selon l'économiste Marc Humbert, on ne peut se fier à l'Etat et aux institutions existantes pour mettre en place cette autolimitation de ce qui sert leur propre puissance³⁴. C'est donc au sein d'organisations comme celles de l'économie sociale que peut émerger cette prise de position peut-être plus forte en faveur de l'autolimitation (sous ses différents aspects) comme moyen de penser des alternatives économiques. Autolimitation, proportionnalité, convivialité (au sens de Illich), autant de concepts qui peuvent nourrir la réflexion des entreprises sociales en terme d'éthique et de sens !

Pour citer cette analyse : Barbara GARBARCZYK, « L'autolimitation : loin du renoncement, une ambition pour l'économie sociale ! », analyse SAW-B [en ligne : www.saw-b.be], 2016.

Mots-clés : autolimitation – productivisme – décroissance – éthique – convivialité – Ivan Illich

³³ Serge Latouche, *ibid.*, p.146.

³⁴ Marc Humbert, *ibid.*

LES ANALYSES DE SAW-B



Les analyses de SAW-B sont des outils de réflexion et de débat. Elles posent un regard critique sur les pratiques et objectifs des entreprises sociales mais aussi sur notre société, nos modes de consommation, de production. Leur visée est de comprendre les réalités, décoder les enjeux et, collectivement, construire les réponses aux difficultés rencontrées par les alternatives économiques.

Ces textes sont le résultat des interpellations des acteurs de terrain et de nos recherches. Vous pouvez y contribuer : faites-nous part de vos questions, commentaires et propositions en amont ou en aval de ces textes. Si vous le souhaitez, nous sommes à votre disposition pour aborder, au sein de votre entreprise sociale ou de votre collectif citoyen, les thèmes traités dans ces analyses. Contactez-nous : info@saw-b.be



SAW-B, Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises, est une fédération d'entreprises d'économie sociale qui regroupe plus de 120 membres. Nous cherchons à faire mouvement pour l'alternative économique et sociale.

Nos actions : défendre et représenter l'économie sociale ; soutenir et accompagner des porteurs de projets d'économie sociale ; susciter une réflexion critique à propos des alternatives économiques, avec les travailleurs des entreprises d'économie sociale et avec les citoyens investis dans des initiatives solidaires.

SAW-B est reconnue comme agence-conseil par la Wallonie et comme acteur d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Toutes nos analyses sont sur www.saw-b.be.

